



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par le Concile mondial de congrès diplomatiques des aumôniers pour la paix universelle des droits humains et juridiques, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Intégrer les femmes à l'économie mondiale

Les femmes travaillent dans les secteurs des services, de l'agriculture, de l'industrie ou de l'artisanat et elles conduisent leurs affaires aux niveaux national et international. Les entreprises appartenant à des femmes sont de plus en plus nombreuses et créent des emplois et des biens et services de consommation. Ces femmes chefs d'entreprise ont tendance à réinvestir dans leurs communautés, ce qui démontre qu'elles sont de bons partenaires en matière de développement.

Peu de sociétés dont les propriétaires sont des femmes exportent.

Dans les séminaires destinés à renforcer les compétences et les réseaux, les femmes sont très minoritaires.

Elles sont assez peu nombreuses à occuper des postes de haut niveau dans le domaine du développement commercial.

Beaucoup d'entre elles travaillent dans le secteur informel ou occupent des emplois précaires.

Voici quelques aspects à examiner du point de vue des femmes d'affaires :

- Leurs objectifs économiques différents; ils sont fondés sur des valeurs et un vécu qui leur sont propres;
- Leurs difficultés en matière de financement, de propriété foncière et d'admission dans les réseaux d'affaires;
- Les questions culturelles liées au rôle des femmes au sein de la famille, de l'entreprise et de la société.

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié un document d'une trentaine de pages consacré à la place des femmes dans l'économie mondiale. Selon les experts du FMI, la promotion du travail des femmes dans les pays développés et les pays émergents serait un formidable tremplin pour la croissance.

Christine Lagarde, la directrice générale du FMI, a publié une note d'une trentaine de pages sur la place de la femme dans l'économie mondiale. Si le titre, « Les femmes, le travail et l'économie : les avantages macroéconomiques (à attendre) de l'égalité des sexes » est banal, le fil conducteur est plus original : la grande majorité des défis socio-économiques actuels pourrait être résolue grâce à une meilleure intégration des femmes dans la vie économique formelle. Le monde entier serait bien différent si les questions du financement des retraites et de la stabilité des marchés financiers étaient abordées d'une autre manière.

Le constat établi par le groupe de huit économistes, des deux sexes, n'est pas vraiment original : « Les femmes constituent un peu plus de la moitié de la population mondiale, mais leur contribution aux chiffres d'activité, de croissance et de bien-être économiques est nettement inférieure à leur potentiel », rappellent-ils. Ceci rappelle fortement les paroles de Mao Tsé-toung selon qui « Les femmes soutiennent la moitié du ciel », comme le fondateur de la Chine communiste l'avait déclaré dans les années 50.

Les femmes ne représentent actuellement que 40 % de la population active mondiale, du moins dans l'économie formelle, car leur participation au « secteur informel » est bien supérieure. Pour ce qui est du « travail non rémunéré », autrement dit les travaux domestiques, les femmes y consacraient toujours deux fois plus de temps, si ce n'est davantage, que les hommes. Ces chiffres émanent de l'Organisation internationale du Travail.

Les disparités varient cependant énormément d'une région à l'autre. L'Asie de l'Est, par exemple, se distingue par un taux de participation féminine de 63 % au marché du travail contre 21 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les écarts sont également importants au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le FMI considère que le Japon pourrait gagner 0,25 % de croissance économique supplémentaire par an si l'intégration des femmes à la population active y était équivalente à celle des autres pays du G7. De quoi résoudre en grande partie le problème des retraites dans ce pays. Si les femmes travaillaient autant que les hommes aux États-Unis (dans le secteur formel...), le PIB augmenterait de 5 %. Les Émirats arabes unis pourraient quant à eux escompter une progression de 12 %.

Le FMI a passé en revue pratiquement tous les facteurs d'inégalité, tels que les salaires ou la nomination à des postes de haute responsabilité dans les entreprises (aux États-Unis, seulement 4 % des directeurs généraux des 500 entreprises de l'indice Standard and Poor's sont des femmes).

Hommes et femmes ont subi assez différemment la grande crise de 2007-2009 : aux États-Unis les femmes ont été beaucoup moins frappées par le chômage, dans la mesure où 80 % d'entre elles travaillent dans le secteur des services, lesquels ont été moins atteints que d'autres secteurs. Dans les pays émergents, et notamment en Amérique latine, c'est exactement le contraire : au Mexique, par exemple, 70 % des chômeurs sont des femmes.

Les experts de Washington proposent une gamme de moyens d'actions très large, allant de l'éducation, qui reste insuffisante dans les pays en développement, à la fiscalité, dissuasive dans les pays riches où l'imposition graduelle sur le revenu peut être une incitation à rester au foyer. Mais est-ce vraiment une solution?

Les féministes n'apprendront pas grand-chose dans cette note de synthèse, qui est le fruit d'une centaine d'études d'économistes, dont certaines démontrent les bienfaits à attendre d'une plus grande participation des femmes aux marchés financiers, lesquels perdraient ainsi une part de leur volatilité excessive. Il n'en faut pas moins saluer l'engagement du FMI en faveur de la cause des femmes, Madame Christine Lagarde ayant été nommée à la direction générale du Fonds à l'été 2011.

Soutenir les femmes dans le monde des affaires

Pour une plus grande participation des femmes dans les échanges internationaux, grâce à la mise en place de programmes de développement du commerce ou au renforcement de ceux existants.

Points de départ

Financement

Dépasser le stade du microcrédit. Étudier comment préparer les femmes au financement, et comment les institutions financières peuvent comprendre ce marché en plein essor et en tirer profit. Exploiter les possibilités du capital-risque.

Formation

La formation en gestion des affaires, les compétences des prestataires de services et les programmes de conseil sont très souvent plébiscités par les femmes actives dans le domaine du commerce international. La formation concernant les normes, le développement des exportations, la commercialisation et les réseaux est également très prisée. Il faut promouvoir la participation des femmes d'affaires aux séminaires de formation consacrés à l'exportation.

Information

Fournir l'accès à l'information commerciale et aux services d'appui au commerce. Procéder à l'évaluation des besoins des entreprises exportatrices appartenant à des femmes.

Réseaux

Développer des liens avec les agences d'appui au commerce des secteurs public et privé à tous les niveaux. Faire participer les femmes aux missions commerciales. Encourager les femmes à s'intégrer aux grandes associations telles que les chambres de commerce. Promouvoir l'adhésion aux associations professionnelles. Créer des liens avec les associations d'autres pays, ce qui peut aider les femmes d'affaires à mettre en place des réseaux de référence. Se servir d'Internet pour créer des réseaux virtuels dédiés aux meilleures pratiques pour les entrepreneuses. Organiser des manifestations destinées aux entreprises de femmes dans les ambassades, les organisations internationales et les sociétés multinationales afin de leur permettre de rencontrer des clients étrangers. Créer des bases de données sur mesure pour les femmes entrepreneurs.

Visibilité

Recenser les réussites et les rendre publiques. Inviter les femmes qui réussissent dans le domaine de l'exportation à témoigner auprès des programmes de télévision ou de radio ou des titres de presse consacrés au commerce. Encourager les entrepreneuses à visiter des écoles et à participer régulièrement à des conférences ou des salons commerciaux. Élaborer des programmes de récompenses qui font autorité.

Technologie

Avoir recours aux technologies pour développer les échanges internationaux et pour toucher les zones rurales. Regrouper les ressources pour en partager l'accès.

Appui social

Évaluer les besoins d'appui spécifiques aux femmes, notamment pour ce qui est des centres de soins médicaux, des congés maternité et de la prise en charge des enfants.

Secteurs prioritaires

- **Les services**
 - o Les femmes créent des entreprises essentiellement dans ce secteur.
 - **Secteur informel**
 - o Les femmes sont majoritaires dans le secteur informel. Il faut créer des programmes ciblés pour les aider à passer de l'économie informelle à l'économie formelle.
 - **Les textiles et l'habillement, l'agroalimentaire, l'artisanat**
 - o Beaucoup de femmes travaillent dans ces secteurs.
-